

Quelques questions, en supplément. Jean Cooren

[ces notes prolongent les textes que j'ai écrit précédemment sur « politique et psychanalyse » (cf l'Infâme n°133 et 134)]

1 - Dans un cours au Collège de France autour des années 90 (cf. *Sur l'État*, 2012, Seuil), Bourdieu constatait : la rationalité qu'on invoque dans les affaires publiques n'a jamais gouverné le monde; ce ne sont pas les théories politiques les plus affûtées sur le plan rationnel qui servent, ont servi, ou serviront de gouvernail fiable à ce qui se passe dans chaque pays. Ainsi l'État, tel que nous le connaissons en France, ne s'est construit que « sous contrainte structurale », qu'à partir de « coups d'état symboliques » successifs qui ont pu être violents ou non ; ils se sont apparentés souvent à des « coups de dés ». L'Histoire de France se décline *après coup*, elle ne fait que retracer le chemin parcouru cahin-caha au milieu d'un « éventail de choix possibles sur un plan symbolique » (le mot « symbolique » utilisé ici par Bourdieu est plus proche de l'acception qu'en donne Nicolas Abraham que de celle de Jacques Lacan). Ce sont ces choix successifs (de nature symbolique) qui ont créé l'État, un *État* qui a ensuite entériné ces choix, les a fait siens, comme autant de décisions réfléchies et définitives, l'institution symbolique de l'État s'employant ensuite à « faire oublier sa genèse », à effacer les traces. Bourdieu insiste sur le fait que les choix faits précédemment nous apparaissent réfléchis d'un point de vue politique, alors qu'en réalité cette appréciation ne se fait que d'un certain point de vue, le nôtre, l'actuel ; d'autres choix également valables ou tout autant contestables auraient pu se concrétiser. De plus ce qui a été fait et qui nous semble maintenant définitif, pourrait se trouver déconstruit par d'autres événements ou par d'autres coups de dés venant dévier « la marche de l'Histoire ». Bourdieu laisse entendre aussi que la réflexion sociologique pourrait infléchir ce parcours hasardeux, dans la mesure où le politique tiendrait davantage compte de cette « irrationalité » jusque là ignorée ou méprisée, anticiperait les divers possibles, comprendrait mieux l'importance du « capital symbolique » dans la réalité publique et la genèse du pouvoir. L'Histoire n'est donc jamais « finie ». Un certain nombre de questions viennent à l'esprit : si la « démocratie » en France s'est construite ces trois derniers siècles au détriment de la royauté et à l'encontre de l'empire, *comment s'est fait ce choix, qu'est ce qui l'a guidé (par exemple, le hasard ou la nécessité « symbolique ») ? De quoi est donc fait cet « irrationnel » glouton sans but prévisible qui gouverne « le peuple » et sans que nous nous en rendions vraiment compte ? Quelles mutations se préparent en coulisses, vers quoi allons-nous ? y aurait-il un quelconque intérêt politique ou éthique à en avoir dès maintenant l'intelligibilité ? Mais aussi : du strict point de vue de la psychanalyse, aurions nous quelque chose de plus à dire sur cet « irrationnel », pourrions-nous imaginer d'autres ouvertures ? Car si la pratique référencée à la psychanalyse apportait effectivement une intelligibilité autre, pourquoi la tairions-nous ?*

2 - La « raison », celle décrite par Bourdieu, reste en général le fil directeur des discours publics, (en effet ces discours qui sont à vocation majoritaire en appellent presque toujours à la logique, au rationnel, aux productions du moi ou du Je raisonnant). Les candidats interpellent la raison raisonnante de l'électeur, ils le font avec plus ou moins de talent, mais ils cherchent à convaincre avec ce type d'arguments ; ce qui suppose que l'interlocuteur (mais qui est-il : l'individu ? « le peuple » ? « la France » ? « les français ? », « la rue » ?) soit réceptif à ce raisonnement, qu'il comprenne ce langage, qu'il y adhère, faute de quoi le politique passe pour un « utopiste », un « fou », un « inconséquent ». Le savoir politique, économique, humain, celui auquel se réfère le candidat, doit en effet paraître suffisamment solide,

s'appuyer sur des valeurs communes, partageables. Les théories politiques, les programmes de parti, etc. s'énoncent de cette façon, ils s'inscrivent sur cette ligne de rationalité, sur des « expertises » ; la faille logique ne doit pas être visible. Un jeu cruel s'installe alors entre les candidats pour dénoncer chez l'autre les apories qu'ils ont soigneusement dissimulées en mettant en scène, en utilisant des stratégies de communication, en jouant sur l'émotion, parfois en mentant effrontément, ou en « oubliant ». Nous savons bien, par nos références à la psychanalyse, que derrière le Je de l'énonciation politique, se dissimulent toujours le Je de l'énoncé, l'« inconscient », ses refoulements, ses clivages, ses lieux de jouissance, voire sa perversion. Nous le savons, mais *nous estimons en général que hors séance d'analyse, nous n'avons rien à en dire, alors qu'en tant qu'électeurs nous pouvons en tenir compte. Cette position classique est-elle tenable en toutes circonstances ? Par exemple, qu'en serait-il si à travers le « nous / je / la France » s'entendaient de sombres « paroles d'amour », et étaient sollicitées l'adhésion inconditionnelle de la foule à un leader, l'identification aveugle et sourde à un chef ? La pratique de l'analyse ne nous ouvre-t-elle pas davantage, ou autrement, les oreilles sur ces dérives ? Cette lucidité particulière, différente, peut-elle ou non être partagée entre nous, travaillée sur le plan théorique à propos d'autres formes tyranniques de pouvoir, mais aussi mise en communication avec d'autres champs, mais alors lesquels ? L'ascèse liée à notre fonction ne nous oblige pas à rester silencieux dans tous les domaines de la société (ceci a d'ailleurs été le cas à propos de la question des « évaluations », ou de la prise en charge des autistes etc.) ?*

3 - La fonction naturelle de tout État, dit Bourdieu, ce pourquoi il s'est créé en s'auto justifiant, est d'entretenir, d'imposer des frontières sûres, des frontières entre dedans et dehors, de défendre un territoire, une langue, une manière d'être, des valeurs, une « culture ». Et cette emprise pas toujours perçue comme telle, menée grâce aux rouages de l'État, ses lois et sa bureaucratie, est plus ou moins consentie ou réclamée par les administrés eux-mêmes qui peuvent y voir plus d'avantages que d'inconvénients ; cette emprise de l'État est plus ou moins conscientisée par les citoyens qui composent avec elle, et l'acceptent d'autant mieux qu'ils sont sensés ainsi « montrer l'exemple » pour vivre « en démocratie ». Nous croyons chacun savoir ce qu'est la démocratie, nous tenons en général à cette idée, mais pourtant en même temps nous ne savons pas bien au fond ce qu'elle est ou ce qu'elle devrait être. « La Démocratie », ce mode de gouvernement du peuple par le peuple, qui a trouvé sa source apparente à Athènes, et s'est beaucoup renouvelée depuis, nous croyons en comprendre les chances, et nous nous accommodons de ses lacunes, surtout lorsque nous comparons notre présent socio-politique avec d'autres ciels moins cléments. Il est arrivé à chacun d'entre nous de « suivre », en référence à la psychanalyse, des personnes qui viennent d'autres États qui n'ont que l'apparence d'une démocratie ou qui sont des théocraties. Cela ne nous a-t-il pas amené à nous questionner : que nomme-t-on comme ça, de ce nom assez vague : « démocratie » ? Quelle est la nature de ce système mis en acte « chez nous » et dont nous avons hérité ? Suffit-il, pour pouvoir se dire « en démocratie », d'avoir cette capacité de désigner de temps en temps des représentants par le biais d'élections apparemment « non truquées », mais qui pourtant, nous le repérons de mieux en mieux, se trouvent en partie téléguidées par de savants calculs stratégiques, mis en place par des oligarchies plaçant à la tête de l'État des « élites » ou des « énarques » s'auto reproduisant de façon quasi-dynastique au milieu de privilèges ? *La référence à la psychanalyse n'est-elle d'aucun secours pour repérer ces diverses formes de perversion politique ou de corruption organisée ? Les traversées par l'épreuve de l'analyse individuelle ne nous donnent-elles aucune chance supplémentaire pour en être moins dupes, pour mieux y résister d'une autre façon qu'en tenant un discours « moral » ?*

4 - Si le mot démocratie correspond bien à une volonté de rupture vis à vis du gouvernement par l'aristocratie sous toutes ses formes, si c'est bien un gouvernement du peuple par « Démos », le peuple, on peut se demander entre autre, à la suite de Platon et de Derrida : mais qu'est ce donc qu'un *peuple* ? S'agit-il encore de « l'expression d'un peuple » quand on glisse de l'impossible unanimité consensuelle vers une décision majoritaire s'imposant à la minorité ? Est ce qu'un peuple, *ça pense* vraiment, ou est ce qu'on le fait penser ? mais alors qui serait ce « on », et comment ça peut se mettre à penser un « on » ? A partir de quoi ? Sous l'influence de qui, de quels fantômes ? En transposant ces questions dans notre vocabulaire référé à la psychanalyse, nous pourrions discuter ceci : *l'expression démocratique du « peuple » pourrait-elle être entendue de la même manière qu'on entend un discours individuel, avec une articulation sur les trois registres : le symbolique, l'imaginaire, le réel ? Y aurait-il place, à coté des cinq modèles de discours répertoriés par Lacan (hystérique, maître, universitaire, analytique, capitaliste), pour un autre modèle de discours : « le discours du peuple », avec des caractéristiques propres ? Dit autrement : l'écriture singulière d'un peuple, cette « écriture » singulière qui nous différencie et nous unit dans une langue, dans un pays, et qui est de l'ordre du pensé-non pensé, du pensable et du non encore pensable, celle qui circule dans un pays dit « démocratique » et qui s'exprime à travers la majorité et l'opposition, pourrait-elle se repérer, se lire, comme un discours dit « collectif » issu des nœuds borroméens de chacun, au sein d'une infinie bande de Möbius transgénérationnelle, à travers les promesses, les programmes, et les oxymores des discours politiques ? Quelle place alors donner aux « pulsions », à leurs effets (Eros et Thanatos). Il me semble parfois que les questions sociétales actuellement débattues (je les cite volontairement en vrac : identité, laïcité, sans papiers, voile, chômage, respect des minorités, immigration, autisme, terrorisme, faits divers, meurtres, insécurité, dette, etc.) pourraient être entendues aussi autrement, comme des expressions pulsionnelles n'ayant pas seulement un « sens » précis, mais trouvant enfin un chemin, qu'elles seraient aussi à déchiffrer donc comme autant d'arabesques d'un malaise généralisé. Y aurait-il ainsi à repérer dans le discours politique actuel des signifiants « fous » errant à la recherche de signifiés introuvables, ou encore, dans les lacunes de ces discours, des écritures en perdition faute de signifiants adéquats (j'espère ici en quelques mots faire comprendre ce que d'autres seraient sans doute capables de relayer avec un vocabulaire plus ajusté)*

5 - La psychanalyse freudienne repose sur une conception de l'humain et de l'inhumain qui a des versants et des retombées politiques et philosophiques (cf. les travaux de René Major). *Peut-elle s'aventurer hors du champ reconnu traditionnellement comme le sien et dans lequel aussi on voudrait la confiner, à savoir la sphère privée ? Peut-elle soutenir un autre discours sur le politique et la politique, y porter un regard et une écoute qui tiendraient compte des multiples recherches entreprises sur les groupes, les institutions, les pratiques (Bion, Anzieu, Oury, etc.), mais aussi sur ce qui fonde la possibilité de penser, de parler, de désirer ? Pourquoi la psychanalyse se défilerait-elle devant des enjeux qui conditionnent la possibilité même de son exercice (nous avons pu le constater récemment). Le repli sur des préoccupations corporatistes ou individualistes risque d'exposer davantage encore la psychanalyse et ses praticiens à une persécution idéologique ou administrative, par exemple sous prétexte de non conformité avec un système de performances. Plutôt que de subir ces attaques et d'y répondre en nous justifiant, nous pourrions remettre en question le système d'emprise politique (idéologique, économique, quasi religieux) qui est au fondement de ces attaques.*

6 - Derrida dit quelque part que l'esprit humain n'est capable d'inventer que ce qui est conforme à son esprit. C'est ainsi que l'homme a inventé, un peu à la fois et à des époques différentes, et la psychanalyse et la démocratie, qui sont deux « idées » (voir Platon)

conformes au fonctionnement de sa pensée et à un certain nombre d'idéaux (le respect/l'humiliation, la justice/l'injustice, la parole/la censure, etc.), des idéaux qui sont partageables sur le plan collectif, et qui servent de « cap » aussi pour contrecarrer les tendances destructrices. A l'image de l'individu, la démocratie semble donc contenir (tant bien que mal) tout cela, en présentant des contradictions qui se mettent au service d'intérêts douteux ou au contraire altruistes. La démocratie est à l'image de l'individu, ça rate toujours, c'est toujours à refaire, quelque soient les bonnes idées qui l'animent. Les apories y sont toujours présentes, et toujours de l'inconscient s'y forme et s'y reforme par le langage et l'écriture. Elle est toujours « à venir », dit Derrida. *En ce sens, psychanalyse et démocratie ont partie liée. Serions nous d'accord avec cette perspective ?*

7 - Pour que la démocratie se mette à exister autrement que par le nom, il faut qu'y soit reconnue en permanence la validité de ce que nous nommons en psychanalyse l'« inconscient », et que dans cette « démocratie puissent y être accueillies les manifestations de cet inconscient, même celles qui apparaissent intempestives. *L'inconscient freudien doit pouvoir se trouver un statut en démocratie. Serait-ce aussi à nous d'y veiller sur le plan politique ?*

Jean Cooren (le 19 avril 2012)